

jours de débat à la Chambre ne suffisent pas pour l'étude de cette mesure. Je les félicite d'avoir su alimenter le débat constamment pendant cette période. Les contribuables canadiens seront éternellement reconnaissants à certains députés d'avoir versé tant de renseignements utiles au hansard et au compte rendu permanent.

• (4.40 p.m.)

Cependant, les lecteurs du hansard auront parfois l'impression qu'il s'agit d'un débat non pas sur la fiscalité, mais sur les affaires étrangères. Le député de Crowfoot (M. Horner) a parlé le 22 octobre de la pénurie de viande, de fruits et de légumes frais en Union soviétique. Le 13 octobre, le député d'Oxford (M. Nesbitt) a déployé toute son éloquence au sujet d'une pièce d'une épicerie de Minsk, après quoi il a été rappelé à l'ordre. Le 20 octobre, le député de Calgary-Nord (M. Woolliams) a prédit les difficultés dont souffriraient nos relations avec les États-Unis, à la suite d'une remarque qu'aurait faite le premier ministre Kossyguine.

Certains apports au débat ont été encore plus éloignés du sujet. Le député de Peace River (M. Baldwin) le 18 octobre a fait quelques remarques sur les sorciers guérisseurs et sur une visite aux toilettes.

L'hon. M. Stanfield: Le sujet est toujours pertinent.

M. Baldwin: C'est l'usage qu'on fait de ce bill à Peace River

M. Thompson: Ne dites pas qu'il y a des fuites là!

Le très hon. M. Trudeau: Je ne parierais pas qu'il s'agissait tellement d'un mouvement politique...

Des voix: Bravo!

Le très hon. M. Trudeau: Je soupçonne plutôt le député d'avoir voulu déduire ses dépenses pour ces déplacements.

M. Baldwin: C'était un mouvement libéral.

Le très hon. M. Trudeau: L'occultisme faisait également partie du discours du député de Mackenzie (M. Korchinski) le 15 novembre, lors qu'il a parlé du diable.

[Français]

Monsieur le président, nous, de ce côté-ci de la Chambre, sommes fiers de cette importante réforme fiscale.

Nous sommes convaincus que l'immense majorité des citoyens nous appuie.

Pour la première fois au Canada, un gouvernement a invité l'ensemble de la population à participer avec lui à l'élaboration d'une politique d'envergure. Cette démarche démocratique nous a valu, de l'opposition, une double accusation: d'une part, que nous sommes hésitants et, d'autre part, que nous sommes arrogants. Nous laissons au peuple canadien le soin de dire ce qu'il pense du ridicule de pareils reproches.

Monsieur le président, il y a plus de deux ans, le gouvernement donnait aux citoyens cette occasion de participer à la chose publique; au cours de ces deux années, les citoyens ont répondu en grand nombre à notre invitation, et nous croyons que le présent projet de loi reflète bien leurs réactions. Les deux comités parlementaires ont accordé de nombreuses et longues audiences et ont reçu des représentations de la part de milliers d'individus et de groupes. En outre, presque toutes les provinces ont fait des recommandations.

[Le très hon. M. Trudeau.]

Le projet de loi fait une large place aux principales préoccupations qui ont été de la sorte exprimées. Il tient également compte de plusieurs propositions du comité du Sénat et contient à peu près toutes les recommandations importantes du comité de la Chambre des communes. Par-dessus tout, le gouvernement est allé aussi loin que possible pour accueillir les vues du public.

Cependant, l'opposition veut davantage. Elle veut plus de débats, plus de temps. Monsieur le président, elle a eu plus de temps qu'il n'en fallait pour prouver son indécision. Quant au gouvernement et à la grande majorité des citoyens, ils sont prêts, eux, à prendre une décision.

[Traduction]

Des voix: Bravo!

M. l'Orateur: Le député d'Halifax-East Hants (M. McCleave) a la parole. A l'ordre. Je m'excuse auprès du député.

[Français]

L'honorable député de Témiscamingue pose la question de privilège.

M. Réal Caouette (Témiscamingue): Monsieur l'Orateur, je pose la question de privilège. Avant que l'amendement soit mis aux voix après-midi, j'étais sur le point de prendre la parole, alors qu'un député ministériel est venu me voir pour me demander si je retarderais mon intervention à la suite du vote. De plus, j'ai accepté, à la suite du vote, que le très honorable premier ministre (M. Trudeau) fasse sa déclaration. Mais on me passe sans crier gare par-dessus la tête pour reconnaître un député du parti conservateur progressiste.

Je me demande si c'était bien là le sens de l'entente que nous avions conclue avant la mise aux voix de cet après-midi.

M. l'Orateur: L'honorable député de Témiscamingue comprendra la difficulté devant laquelle je suis placé. Je n'étais pas au courant, évidemment, d'une entente qui aurait été faite entre l'honorable député et un représentant d'un autre parti. De toute façon, je ne crois pas qu'un tel engagement puisse lier la présidence. Pour autant que je suis concerné en ce moment, je crois que je devrais donner la parole à l'honorable député de Halifax-East Hants (M. McCleave) et, par la suite, à l'honorable député de Témiscamingue. Il me serait bien difficile de faire autrement.

[Traduction]

M. Robert McCleave (Halifax-East Hants): Monsieur l'Orateur, je tiens d'abord à dire que je suis sensible au privilège d'être placé à un endroit de la Chambre où le système électronique fonctionne encore.

Je serais tenté de parler longuement du discours—presque celui d'un débutant,—que vient de prononcer le très honorable représentant, mais pour cette même raison et parce que j'ai des choses importantes à dire et que je suis venu à la Chambre aujourd'hui avec l'intention de maintenir le débat à un niveau aussi élevé que possible, quelles que puissent être les provocations de nos vis-à-vis, je ne m'en laisserai pas imposer longtemps par les propos du très honorable représentant. Mais il mérite une correction et il l'aura. Lorsqu'il a dit qu'il s'en faudrait que la réforme fiscale prenne dix ans, il oubliait manifestement que son ministre des Finances (M. Benson) nous avait dit vendredi dernier que, dès le début de l'an prochain, nous serions saisis d'amendements au bill qu'on nous demande actuellement d'adopter. Le ministre des Finances a même